

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 27 AOÛT 2022

OBJET : FIXATION DU NOMBRE DE REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL AU COMITÉ SOCIAL TERRITORIAL, MAINTIEN DU PARITARISME ET DÉCISION DU RECUEIL D'AVIS			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 20	Nombre de votants : 30	Date de la convocation : 19 août 2022

L'an deux mille vingt-deux le vingt-sept août à 8 heures et trente minutes, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Rémi PENAVERE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Catherine FABRESSE-ROCA, Mme Valérie FERRET, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN.

Etaient absents :

Mme Christine BÉNET, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Bernard FUMET, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Sabrina FITO, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, Mme Sophie COURRIERE-CALMON, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD.

Avaient donné mandat :

Mme Christine BÉNET à M. Gérard FORCADA
M. Guy VIVÈS à M. Michel MASUYER
Mme Bérengère LÉCÉA à M. William COMBES
M. Bernard FUMET à Mme Sylvie FUMET
Mme Virginie JULIAN à Mme Valérie FERRET
M. Didier JULIAN à M. Dominique JOLIS
Mme Sabrina FITO à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ
M. Freddy NOLOT à Mme Françoise BAROUSSE
Mme Ginette BARRAU-FERRET à M. Jean-Paul PUJOL
Mme Béatrice ARNAUD à M. Rémi PÉNAVERE

Date de la publication : 31 août 2022

SECRETAIRE DE SÉANCE : Mme Valérie FERRET

RAPPORTEUR : JEAN-PAUL PUJOL

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 251-5 et L.251-6,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment l'article 32 (Articles L.251-5 et L.251-7 du Code Général de la Fonction Publique à compter du renouvellement des instances fin 2022),
Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique,
Vu l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du Code Général de la Fonction Publique,
Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la Fonction Publique au 8 décembre 2022,
Considérant la consultation des représentants du personnel,
Considérant que l'effectif apprécié au 1er janvier 2022 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 143 agents (73 hommes et 70 femmes)

Le décret n° 2021-571 du 12 mai 2021 organise les attributions et le fonctionnement des Comités Sociaux Territoriaux (CST).
Ces instances, issues de la fusion des Comités Techniques (CT) et Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT), seront mis en place à l'issue du renouvellement général des instances de dialogue social dans la fonction publique prévu dans le cadre des élections professionnelles du 8 décembre 2022.

Le CST est consulté sur :

- 1) Les projets relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services,
- 2) Les projets de Lignes Directrices de Gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et à la promotion et à la valorisation des parcours professionnels,
- 3) Le projet de plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes,
- 4) Les orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et les critères de répartition y afférent,
- 5) Les orientations stratégiques en matière d'action sociale ainsi que d'aides à la protection sociale complémentaire,
- 6) Le rapport social unique établi chaque année au titre de l'année civile écoulée à partir des données concernant les agents,
- 7) Les plans de formations,
- 8) La fixation des critères d'appréciation de la valeur professionnelle,
- 9) Les projets d'aménagements importants modifiant les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail lorsque qu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service,
- 10) Les règles relatives au temps de travail et au compte-épargne-temps des agents,
- 11) Toutes questions pour lesquelles la consultation du comité est prévue par les dispositions législatives ou réglementaires,

Le CST débat chaque année sur :

- 1) Le bilan de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion, sur la base des décisions individuelles,

- 2) L'évolution des politiques de ressources humaines, sur la base du rapport social unique,
- 3) La création des emplois à temps non complet,
- 4) Le bilan annuel de la mise en œuvre du télétravail,
- 5) Le bilan annuel des recrutements effectués au titre du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique (PACTE),
- 6) Le bilan annuel du dispositif expérimental d'accompagnement des agents recrutés sur contrat et suivant en alternance une préparation aux concours de catégories A et B,
- 7) Les questions relatives à la dématérialisation des procédures, aux évolutions technologiques et de méthode de travail des services et leurs incidences sur les agents,
- 8) Le bilan annuel relatif à l'apprentissage,
- 9) Le bilan annuel du plan de formation,
- 10) La politique d'insertion, de maintien dans l'emploi et d'accompagnement des parcours professionnels des travailleurs en situation de handicap,
- 11) Les évaluations relatives à l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus,
- 12) Les enjeux et politiques en matière d'égalité professionnelle et de prévention des discriminations,

Ce décret prévoit également que :

- Lorsque l'effectif des agents à prendre en compte est au moins égal à 50 agents et inférieur à 200 agents, il est possible de faire siéger entre 3 et 5 représentants du personnel ;
- Les listes des candidatures présentées comprennent un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein du CST.

Il précise qu'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail doit être créée dans les collectivités territoriales employant au moins 200 agents. En dessous de ce seuil, cette formation peut être envisagée lorsque des risques professionnels le justifient.

Il est demandé au conseil municipal de :

- 1/ Fixer le nombre de représentants titulaires du personnel à 5 et le nombre de représentants suppléants à 5 (soit 10 représentants au total)
- 2/ Décider du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants titulaires et suppléants de la collectivité identique à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel.
- 3/ Décider le recueil, par le CST, de l'avis des représentants de la collectivité,
- 4/ Décider de ne pas instaurer une formation spécialisée au sein du CST

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

- 1/ De fixer** le nombre de représentants titulaires du personnel à 5 et le nombre de représentants suppléants à 5 (soit 10 représentants au total)
- 2/ D'établir** le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants titulaires et suppléants de la collectivité identique à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel.
- 3/ D'établir** le recueil, par le CST, de l'avis des représentants de la collectivité,
- 4/ De ne pas instaurer** une formation spécialisée au sein du CST.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance,
Valérie FERRET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20220827-2022-136-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/08/2022

Publication : 31/08/2022

Le Maire, Gérard FORCADA

